Le gouvernement du Burundi accuse ICG de "servir les intérêts de l'opposition"

PANA, 25 mars 2012Bujumbura, Burundi - "Pour une troisiÃ¨me fois, International Crisis Group (ICG) vient de sortir un rapport nÃ©gatif sur une crise de corruption au Burundi qui cache mal sa dÃ©termination Ã dÃ©nigrer les institutions nationales, ternir lâ€™image du pays et Ã le discrÃ©diter auprÃ¨s de ses partenaires", a rÃ©agi le gouvernement burundais en rÃ©ponse aux rÃ©centes critiques de cette organisation internationale dâ€™alerte contre les crises dans le monde. Selon le gouvernement burundais, dans le premier rapport de l'ICG, "trÃ¨s nÃ©gatif", produit le 12 fÃ©vrier 2010, Ã la veille des Ã©lections gÃ©nÃ©rales du mois de mai de la mÃªme annÃ©e, lâ€™organisation minimisait la capacitÃ© des forces de sÃ©cu burundaises Ã assurer la sÃ©curisation des scrutins jusquâ€™Ã recommander lâ€™envoi des troupes Ã©trangÃ¨res Ã venir l leur place.
"Le deuxiÃ¨me rapport, aussi mÃ©prisant que le premier, a Ã©tÃ© sorti en date du 7 fÃ©vrier 2011 oÃ¹ cette organisation critiquait les derniÃ¨res Ã©lections au Burundi (pourtant reconnues et acceptÃ©es par les observateurs internationaux) et qui qualifiait la situation burundaise dâ€™impasse politique, alors que le pays venait de se doter des institutions issues desdites Ã©lections", peut-on lire dans la dÃ©claration du gouvernement.Le rapport produit ce 21 mars par l'ICG dÃ©nonce "la montÃ©e de la corruption" et la lecture quâ€™en fait le pouvoir en place au Burundi est que les conclusions sont "tendancieuses", ce qui constitue selon le gouvernement, "une fois de plus, la volontÃ© dÃ©libÃ©rÃ©e de lâ€™ICG et de ses complices politiciens infiltrÃ©s dans certaines associations de la SociÃ©tÃ© civile burundaise, de saper les efforts jusquâ€™ici dÃ©ployÃ©s par l'Eta relever un pays qui sort Ã peine dâ€™une longue pÃ©riode de crise socio-sÃ©curitaire".De lâ€™avis de lâ€™Etat burundais, c organisation "ignore complÃ¨tement toutes les initiatives dÃ©jÃ prises par le gouvernement en matiÃ¨re de lutte contre la corruption et, Ã part les institutions mises en place, dâ€™autres actions ont Ã©tÃ© menÃ©es, les plus rÃ©centes Ã©tant la retr gouvernementale qui a Ã©tÃ© organisÃ©e derniÃ¨rement Ã lâ€™intÃ©rieur du pays en collaboration avec Transparency Intern autour du thÃ¨me dâ€™Ã©radiquer le phÃ©nomÃ¨ne de corruption, ainsi quâ€™une autre rencontre qui a eu lieu rÃ©cemment Initiatives Ã RÃ©sultats Rapides en collaboration avec la Banque mondiale, toujours dans le souci dâ€™aller de lâ€™avant dan bataille engagÃ©e contre la corruption"."En faisant un rapprochement des trois rapports, il y a lieu de conclure en quelque sorte que lâ€™ICG roule pour les intÃ©rÃªts de certaines organisations travaillant Ã©troitement avec lâ€™opposition politique e dâ€™une maniÃ¨re dÃ©guisÃ©e depuis bientÃ´t trois ans un processus visant la dÃ©stabilisation des institutions pour finaleme rÃ©cupÃ©rer un pouvoir que le peuple burundais a mis en place", conclut la dÃ©claration du gouvernement burundais.Lire Lâ€™intÃ©gralitÃ© du Rapport de l'ICGÂ